



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation de Combeaufontaine

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation de Combeaufontaine
2 Rue des Moines - 70120 COMBEAUFONTAINE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation de Combeaufontaine

2 Rue des Moines - 70120 COMBEAUFONTAINE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation de Combeaufontaine,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation de Combeaufontaine relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Chalon-sur-Saône, le 22 mai 2025

KPMG SA

Sylvie Merle

Associée

BILAN - ACTIF

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ACTIF	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024			01/01/2023 au 31/12/2023
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	36 802,04	36 802,04		2 854,36
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	201 384,32	148 591,05	52 793,27	53 425,58
Constructions	3 182 311,08	1 851 997,79	1 330 313,29	1 365 487,30
Installations techn., matériel et outil. ind.	139 906,62	82 834,56	57 072,06	71 187,80
Autres	576 733,23	444 245,42	132 487,81	149 706,49
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	458,08		458,08	458,08
Autres titres immobilisés				
Prêts	530,00		530,00	650,00
Autres	1 542,40		1 542,40	1 542,40
TOTAL (I)	4 139 667,77	2 564 470,86	1 575 196,91	1 645 312,01
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	1 448,52		1 448,52	1 532,26
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	216 540,92	34 715,33	181 825,59	136 137,57
Créances reçues par legs ou donations	416,64		416,64	
Autres	97 862,70		97 862,70	177 829,22
Valeurs mobilières de placement	1 144 721,10		1 144 721,10	993 194,07
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	70 086,54		70 086,54	40 555,94
Charges constatées d'avance				
TOTAL (II)	1 531 076,42	34 715,33	1 496 361,09	1 349 249,06
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	5 670 744,19	2 599 186,19	3 071 558,00	2 994 561,07

BILAN - PASSIF

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PASSIF		Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023
FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Ecarts de réévaluation			
Réserves			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves pour projet de l'entité			
Autres			
Report à nouveau		1 404 190,15	1 053 181,48
Excédent ou déficit de l'exercice		92 629,93	351 008,67
	<i>Situation nette (sous total)</i>	<i>1 496 820,08</i>	<i>1 404 190,15</i>
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement		911 755,92	928 303,74
Provisions réglementées			
	TOTAL (I)	2 408 576,00	2 332 493,89
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
	TOTAL (II)		
PROVISIONS			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges		23 679,00	21 213,00
	TOTAL (III)	23 679,00	21 213,00
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		425 008,64	445 007,08
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		46 322,52	44 152,12
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales		65 414,55	58 345,69
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		2 850,00	17 450,40
Autres dettes		71 436,55	35 624,13
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance		28 270,74	40 274,76
	TOTAL (IV)	639 303,00	640 854,18
Ecarts de conversion passif	(V)		
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 071 558,00	2 994 561,07

COMPTE DE RÉSULTAT

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	2 955,00	2 593,50
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	799 496,06	809 696,99
<i>Dont parrainages</i>	448,00	2 128,00
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	436 231,22	609 822,39
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		14 052,63
Contributions financières	98 002,78	83 997,55
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	33 684,66	35 726,98
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	0,05	399,48
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 370 369,77	1 556 289,52
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises et autres achats	117 763,81	132 280,43
Variation de stock	83,74	854,40
Autres achats et charges externes	272 009,25	299 936,58
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	17 498,74	17 844,30
Salaires et traitements	598 926,34	581 664,80
Charges sociales	168 544,68	166 862,44
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	139 572,69	102 480,18
Dotations aux provisions	2 466,00	591,00
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	17 535,22	13 668,54
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 334 400,47	1 316 182,67
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	35 969,30	240 106,85
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	6 527,03	5 907,64
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	4 518,48	9 534,39
Autres intérêts et produits assimilés	11,10	14,60
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	11 056,61	15 456,63
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	9 074,31	9 476,33
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	9 074,31	9 476,33
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	1 982,30	5 980,30

COMPTE DE RÉSULTAT

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	37 951,60	246 087,15
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 352,89	76 655,27
Sur opérations en capital	56 480,82	31 548,98
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	57 833,71	108 204,25
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	3 155,38	3 282,73
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	3 155,38	3 282,73
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	54 678,33	104 921,52
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 439 260,09	1 679 950,40
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 346 630,16	1 328 941,73
EXCÉDENT OU DÉFICIT	92 629,93	351 008,67